

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Lutte pour la libération

N° 533 du 23.05 au 14.06.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire.

Tiré a part

M. Aziri : Entre le « rideau de fer israélien » et le « mur de la honte égyptien ».

L'ONU face Terrorisme d'Etat israélien.

Israël arraisonne le cargo d'aide 'Rachel Corrie' pour Gaza. (selon l'armée d'Israël)

1 Lutte pour la libération du territoire

Détails.

La Palestine en chiffre.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias [et Manipulation de l'opinion / Vidéos](#)

5-1 Les 60 journalistes à bord de la flottille attaquée parlent.

5-2 Israël, état voyou, ne veut pas de paix : diatribe de l'Ambassadeur de France Stéphane Hessel (vidéo)

5-3 Les 10 grands "Média-mensonges" d'Israël, interview de Michel Collon, d'après son nouveau livre : "Israël, parlons en" (vidéo) :

http://www.dailymotion.com/video/xdkign_israel-parlons-en-par-michel-collo_webcam

5-4 Vidéo : « Assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille humanitaire »

6 Les brèves

23-05 au 14-06: Peuple Palestinien : 14 tués - 29 blessés
Occupants : 0 tué - 3 blessé

Tiré a part

M. Aziri : Entre le « rideau de fer israélien » et le « mur de la honte égyptien ».

les Ghazaouis sont emmurés vivants dans la plus grande prison du monde...

Trois ans de siège israélien, ponctué de raids, d'offensives militaires meurtrières, ont plongé l'enclave palestinienne dans le chaos. Dans l'infra humain. Violences et pénuries rythment le quotidien de la population. En mai 2008, 70% des familles vivaient avec un revenu de moins d'un dollar par jour et par personne. La malnutrition chronique touche, d'après l'Unicef, près de 10% des enfants palestiniens de moins de 5 ans. La situation est particulièrement aiguë dans la bande de Ghaza, où 50 000 enfants souffrent de malnutrition. Environ la moitié des enfants de moins de 2 ans sont anémiques et 70% présentent une carence en vitamines. Plus de 60% des ménages sont maintenant dans l'insécurité alimentaire, menaçant la santé et le bien-être des enfants, des femmes et des hommes, indique l'Association des organisations internationales de développement (AIDA). Dans son dernier rapport, l'AIDA (regroupement de 80 ONG humanitaires) tire la sonnette d'alarme. Depuis 2007, Israël a intensifié le blocage des frontières qui a progressivement étouffé l'agriculture, la pêche et détruit tout le tissu économique de la bande de Ghaza. Les appels incessants de la communauté internationale, des ONG, des agences Onusiennes pour la levée de l'embargo n'ont aucunement ébranlé l'Etat hébreu. Plus d'un an après l'offensive « Plomb durci », menée par l'armée israélienne dans la bande de Ghaza, les trois quarts des infrastructures détruites ou endommagées ne sont toujours pas reconstruites ou réhabilitées, indiquait un rapport publié le week-end dernier par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Le PNUD estime que 82,5% des écoles sont encore à l'état de ruines, que 75% des terres cultivables restent inutilisables et que 60% des entreprises privées n'ont pas réussi à reprendre leurs activités. Eau contaminée, pénurie de pain et de médicaments : survivre à Ghaza, un défi de tous les jours. Plus de 65% de la population ne survivent que grâce aux aides humanitaires. Les restrictions aux frontières imposées par Israël ont accouché d'un désastre humanitaire. L'Organisation mondiale de la santé ne cesse d'alerter l'opinion internationale sur la dégradation de la situation sanitaire, les ruptures de stock des médicaments essentiels et consommables. « Les services de santé de Ghaza, déjà fragilisés, sont au bord de l'effondrement. » L'hygiène publique laisse à désirer. Les stations d'épuration ne fonctionnent plus depuis de nombreux mois, constate l'agence onusienne dans son rapport, en raison du rationnement de l'électricité, ce qui a entraîné une grave pollution des côtes et une accumulation des eaux usées dans les bassins, dont certains seraient au bord de la saturation.

Les ordures ne sont plus ramassées à Ghaza ; un enfer pour un million et demi de Palestiniens ; un paradis pour les colons juifs. « Dans la bande de Ghaza, quelques milliers de colons vivent dans le luxe, avec piscines et mares à poissons, se livrant à des activités agricoles florissantes après s'être appropriés une bonne part des maigres ressources en eau de la région.

Un million de Palestiniens survivent péniblement dans la misère, emprisonnés derrière des murs et se voyant refuser tout accès à la mer ou à l'Egypte », témoignait l'intellectuel juif américain, Noam Chomsky.

M. Aziri

2 juin 2010

<http://www.elwatan.com/Desastre-humanitaire-a-Ghaza>

L'ONU face Terrorisme d'Etat israélien

Unanimité stérile au Conseil de Sécurité :

Le Conseil de Sécurité a débattu de l'attaque de la flottille humanitaire.

Il en est sorti non pas une résolution c'est-à-dire des actions concrètes contre le terrorisme d'Etat israélien mais une déclaration unanime qui demande à faire la lumière sur les faits !

Comme si la nuit avait neutralisé l'énorme appareil de surveillance militaire des eaux, des airs et des télécommunications des USA et de l'OTAN, comme si le comportement de l'Etat d'Israël s'était subitement modifié !

En acceptant cette mascarade, Russie et Chine ont permis aux USA, à la France et à la Grande Bretagne de se vautrer dans l'hypocrisie et à Israël le temps de fabriquer des mensonges à la hauteur de sa brutalité : énormes

«...Toutes les déclarations gênées de chancelleries, à Washington, à Paris et ailleurs, demandant que les faits soient établis avant qu'elles ne se prononcent sur les conséquences juridiques, portent sur ce point jamais énoncé : au moment de l'assaut, le Mavi Marmara était-il territoire comorien ou turc ?

La réponse à la question est de la plus haute importance.

En effet, la Turquie est membre de l'OTAN et l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord stipule :

« Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. »

(...)

L'Alliance atlantique, a été constituée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni avec les Etats ressortissant de leur zone d'influence post-Yalta. Ils en étaient les maîtres et les autres membres étaient soumis à leur commandement. Hormis la parenthèse gaullienne, aucun membre n'a osé remettre en cause ce fonctionnement. Or, la Turquie, signe de sa montée en puissance, vient d'utiliser le Traité de l'Atlantique Nord pour forcer la main aux Etats-Unis.»

Flotille de Gaza : Israël crée sa propre commission d'enquête.(...)

Deux observateurs étrangers, aux pouvoirs limités, en font partie.

Soumis à forte pression internationale, Israël a finalement annoncé la création d'une «commission publique indépendante», avec participation étrangère comme le demandait Washington, pour enquêter sur son raid meurtrier contre une flottille humanitaire pour Gaza.

Cette commission israélienne aura pour mission d'«enquêter sur les aspects relatifs à l'action entreprise par l'Etat d'Israël pour empêcher des navires d'atteindre les côtes de Gaza», selon un communiqué du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Elle sera dirigée par un juge en retraite de la Cour Suprême israélienne, Yaakov Tirkel, 75 ans, et comprendra deux «observateurs» étrangers: Lord Trimble, ancien chef du Parti unioniste d'Ulster (protestant) et prix Nobel de la paix 1998, et Ken Watkin, un ex-avocat général de l'armée canadienne. Le mandat des deux "observateurs" étrangers sera limité : ils n'auront même pas le droit de voter sur les travaux et les conclusions de la commission.

«Etant donné les aspects internationaux uniques de l'incident, il a été décidé de nommer deux observateurs étrangers de stature internationale dans les domaines du droit militaire et des droits de l'homme», stipule le communiqué. Toutefois, leur mandat sera limité: ils n'auront même pas le droit de voter sur les travaux et les conclusions de la commission. Israël a catégoriquement rejeté le principe d'une mission d'enquête internationale.

9 morts le 31 mai

Le 31 mai à l'aube, la marine israélienne avait intercepté dans les eaux internationales une flottille chargée d'aide qui tentait de «briser» le blocus de la bande de Gaza imposé par Israël depuis 4 ans.

De violents affrontements avaient opposé les commandos d'élite israéliens aux militants pro-palestiniens sur le navire amiral de la flottille, le ferry turc Mavi Marmara, faisant 9 morts, de nationalité turque, et des dizaines de blessés. L'opération «Brise marine» a déclenché une profonde crise diplomatique entre Israël et la Turquie, et suscité l'indignation et les condamnations de la communauté internationale.

Elle a surtout accentué la pression sur l'Etat hébreu pour qu'il allège son embargo contre la bande de Gaza où la situation est, selon la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, «inacceptable».

La commission publique, qui pourra auditionner «n'importe quelle personne ou organisation», se penchera sur «les raisons sécuritaires à l'origine de l'imposition du blocus maritime de Gaza et la conformité de ce dernier au droit international», explique le communiqué. De même, elle vérifiera si l'arraisonnement du 31 mai pour appliquer le blocus maritime a respecté la législation internationale.

Enfin, elle «examinera les actions des organisateurs et des participants de la flottille, et établira leurs identités». Israël a accusé les passagers de la «Flottille de la liberté» d'avoir «déclenché les violences», et pour certains d'être liés à des «organisations terroristes».

«Commission light»

Attendue depuis des jours, la décision, annoncée tard dimanche soir, survient après des négociations apparemment ardues avec l'administration Obama. Il reste à voir si elle calmera la communauté internationale – le Canada, fervent défenseur d'Israël – s'est déjà déclaré satisfait.

Les Etats-Unis avaient estimé qu'une «présence internationale» au sein de la commission «conforterait la crédibilité» de l'enquête. Dimanche, Washington, qui a qualifié le geste d'«important pas en avant», a souhaité que ses travaux soient terminés «rapidement» et ses conclusions présentées à la communauté internationale.

Mais, alors que le gouvernement Netanyahu attend avant tout d'une telle commission une justification légale et à posteriori du raid controversé, les médias et des juristes israéliens l'ont critiquée avant même sa naissance, la jugeant «peu crédible». Un ancien ministre de la Justice et juriste reconnu, Amnon Rubinstein, a ainsi affirmé que «de même qu'il existe du café sans caféine, il existe des commissions d'enquête sans enquête».

Le Yediot Aharonot, le quotidien le plus vendu du pays, titrait dès la semaine dernière sur une «commission light». «Ce ne sera pas une commission d'enquête, cela se résumera au mieux à un séminaire docte sur des questions de droit international», estimait son éditorialiste.

(Source AFP)

14/06/2010 à 07h23

<http://www.liberation.fr/monde/0101641261-flotille-de-gaza-israel-cree-une-commission-d-enquete?xtor=EPR-450206>

Israël arraisonne le cargo d'aide 'Rachel Corrie' pour Gaza. (selon l'armée d'Israël)

nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

La marine israélienne a arraisonné samedi le cargo d'aide Rachel Corrie qui tentait de forcer le blocus de la bande de Gaza et a pris le contrôle sans violence du navire, a déclaré à l'AFP une porte-parole militaire.

Le Rachel Corrie se dirigeait en début d'après-midi vers le port israélien d'Ashdod, au sud de Tel-Aviv, où sa cargaison sera déchargée, selon l'armée.

"Nos force sont montées à bord du bateau et en ont pris le contrôle sans rencontrer de résistance de la part de l'équipage et des passagers.

L'abordage a eu lieu dans les eaux internationales, a-t-elle précisé, alors que la zone d'exclusion maritime de la bande de Gaza décrétée par Israël est de 20 milles (37 km).

Toutes les communications avec le navire, qui se trouvait à la mi-journée à 28 milles (51 km) de la côte, sont coupées depuis le début de la matinée.

Selon l'armée israélienne, le Rachel Corrie, affrété par une organisation irlandaise pro-palestinienne, n'a pas répondu aux ordres radio de se dérouter vers Ashdod et a voulu atteindre Gaza en dépit d'avertissements répétés.

Les autorités israéliennes avaient affirmé à plusieurs reprises qu'elles entendaient interdire l'accès au port de Gaza de ce cargo et lui avaient demandé d'accoster à Ashdod.

"Malheureusement, les activistes ont rejeté cette offre, et en conséquence la marine a abordé le navire avec l'accord des membres de l'équipage du cargo qui a été dérouter vers Ashdod", a indiqué le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué, ajoutant que l'opération avait "été conduite de façon pacifique".

Le ministère irlandais des Affaires étrangères a confirmé avoir été "informé par les autorités israéliennes que le navire a été intercepté, que l'armée israélienne est à bord et que le navire est en route vers Ashdod".

Il n'y a eu "ni violences, ni blessé", a ajouté un porte-parole.

Les passagers du Rachel Corrie, parmi lesquels l'Irlandaise Mairead Maguire, prix Nobel de la paix, et un ex-haut responsable de l'ONU, Denis Halliday, avaient fait savoir qu'ils n'opposeraient aucune résistance en cas d'abordage israélien.

"Les activistes à bord seront pris en charge par les services de l'immigration israélienne et renvoyés par avion vers leurs pays d'origine aussitôt que possible", a précisé la diplomatie israélienne.

Le chargement du Rachel Corrie devrait être transféré à Gaza par les autorités israéliennes via le terminal routier frontalier de Kerem Shalom.

Selon les organisateurs, le cargo transporte un millier de tonnes d'aide humanitaire, dont du matériel médical ou scolaire, ainsi que des jouets et du ciment.

La radio publique israélienne a indiqué que 500 tonnes de ciment étaient à bord.

Israël interdit la livraison de matériaux de construction à Gaza de crainte qu'ils servent au mouvement islamiste Hamas, qui contrôle le territoire, à reconstituer ses infrastructures militaires.

Transportant 15 personnes, de nationalité irlandaise et malaisienne, le Rachel Corrie devait initialement faire partie de la flottille humanitaire internationale arraisonnée lundi.

Le navire affrété par l'organisation irlandaise tire son nom de Rachel Corrie, militante pacifiste américaine de 23 ans écrasée par un bulldozer israélien au cours d'une manifestation à Gaza en 2003.

AFP

05 juin

<http://www.romandie.com/ats/news/100605112209.jeebdn4p.asp>

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Bande de Gaza - Au jour le jour

21/05

Deux Palestiniens ont été tués vendredi après-midi par l'armée de l'occupation israélienne sous prétexte de "s'être infiltrés en Israël depuis le sud de la bande de Gaza", a prétendu une porte-parole de l'armée israélienne.

"Il y a eu un échange de tirs entre l'armée israélienne et des Palestiniens armés qui s'étaient infiltrés en territoire israélien. Les deux hommes armés ont été tués", a-t-elle poursuivi.

L'incident s'est produit près du kibboutz Nirim, dans le sud de la Palestine occupée, selon elle.

Le chef des services d'urgence de la bande de Gaza, Mouawia Hassanein, a confirmé la mort de deux hommes.

Pendant l'échange de tirs, les routes ont été fermées et l'armée de l'occupation a ordonné aux riverains de rester chez eux.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138548&language=fr>

22/05/2010

Une dizaine de chars militaires israéliens ont investi vendredi le village de Kafr Raaï, au sud de la ville de Jénine.

Les soldats de l'occupation ont pris d'assaut une maison et arrêté une famille en entier.

Des témoins rapportent que des soldats israéliens ont encerclé la maison de Majed Dallah, 55 ans, et l'ont arrêté avec ses quatre fils: Ismaël, 17 ans, Naïl, 25 ans, Mohammed, 30 ans, et Saleh, 35 ans.

Ses trois autres fils ont par ailleurs reçu des notifications pour se rendre au service de renseignements israéliens, dans le camp militaire de Salem. <http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138612&language=fr>

26-05

Quinze personnes ont été blessées dans la nuit de mardi à mercredi par des frappes de l'aviation israélienne dans la Bande de Gaza, a-t-on appris de sources hospitalières palestiniennes.

Mardi, l'armée israélienne avait rapporté que des militants palestiniens avaient fait exploser une charrette bourrée de dynamite près d'un mur de béton séparant le territoire d'Israël. Plusieurs tirs de mortier avaient visé l'Etat hébreu, sans faire de blessé.

Selon des responsables de l'hôpital de Beit Hanoun, dans le nord de la Bande de Gaza, 15 personnes, pour la plupart des civils, ont été blessés dans l'attaque qui visait un camp d'entraînement du Hamas dans le secteur.

Des sources palestiniennes ont également affirmé que des F-16 avaient mené une autre frappe contre l'aéroport Yasser Arafat de Rafah, qui n'est pas en service.

Source : AP pour NouvelObs.com, 26 mai 2010,

29/5

Six personnes ont été tuées et 14 blessées dans l'explosion d'une bonbonne dans un tunnel entre la Bande de Gaza et l'Egypte. L'explosion s'est produite alors que des ouvriers effectuaient des travaux de maintenance dans l'un des tunnels utilisés par les Gazaouis pour faire entrer des biens sur le territoire.

AP

29/5

L'aviation israélienne a bombardé plusieurs cibles dans la bande de Gaza, rapportent des sources médicales palestiniennes.

Un porte-parole de l'armée israélienne a déclaré qu'une fonderie dans le nord du territoire palestinien, ainsi qu'un tunnel creusé dans le sud avaient été visés.

AP

01/06

4 Palestiniens ont été tués mardi après-midi par une frappe aérienne israélienne dans le nord de la bande de Gaza, a-t-on appris de sources médicales palestiniennes et militaires israéliennes.

Selon le chef des services d'urgence de la bande de Gaza, Mouawia Hassanein, les corps des trois hommes ont été transportés à la morgue, dans la ville de Gaza.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140053&language=fr>

01-06

En début de matinée, deux combattants du Jihad islamique avaient été tués par l'armée israélienne après s'être infiltrés dans le sud d' « Israël » à partir de la bande de Gaza, selon une source militaire israélienne et leur groupe.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140053&language=fr>

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

23-05

Les forces de l'occupation ont envahi, le dimanche 23/5, la ville de Qalqilia, en Cisjordanie occupée, où elles se sont accrochées avec des élèves palestiniens.

Des témoins oculaires ont dit que trois patrouilles sionistes ont envahi la ville à travers l'université ouverte d'al-Qods, en ouvrant le feu hasardeusement et provoquant les élèves qui ont lancé des pierres et des bouteilles vides sur les soldats sionistes.

Les témoins ont ajouté que les forces occupantes se sont déployées dans les rues de la ville.

Notons qu'une colonne sioniste a été blessée, la nuit dernière, lors des accrochages dans la périphérie de cette ville entourée par les colonies sionistes.

CPI

<http://alqods-palestine.blogspot.com/2010/05/de-violents-affrontements-entre-les.html>

Manifestation hebdomadaire contre le Mur dans le village de Bil'in.

Un homme a été blessé et quatre autres sympathisants arrêtés alors que les troupes Israéliennes ont attaqué la manifestation hebdomadaire contre le Mur dans le village de Bil'in, au centre de la Cisjordanie.

Comme c'est le cas depuis les cinq dernières années, les sympathisants Israéliens et internationaux ont rejoint les villageois après les prières de la mi-journée vendredi à la mosquée locale et ont marché vers le Mur.

Aussi tôt que les sympathisants non-violents ont atteint la porte du Mur séparant les villageois de leurs terres, les soldats Israéliens stationnés là leur ont tiré du gaz lacrymogène, des bombes assourdissantes et des balles en caoutchouc.

Mustafa Al Khateeb, 18 ans, a été heurté par une bombe lacrymogène dans le dos; il a été emmené à une clinique locale pour y être traité. Beaucoup d'autres sympathisants ont souffert des effets de l'inhalation du gaz lacrymogène. Les soldats Israéliens ont aussi arrêté quatre sympathisants Israéliens durant la manifestation.

Le village de Bil'in est la scène des manifestations hebdomadaires contre le Mur depuis cinq ans. Malgré la nature non-violente des manifestations chaque vendredi, l'armée Israélienne répond souvent avec violence. L'année dernière l'armée a tué Bassem Abu Rahmah, un activiste local, avec une bombe de gaz lacrymogène tirée contre lui.

PNN

29/05/

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4877

14-06

Trois policiers israéliens ont été blessés par balles lundi lors d'une attaque palestinienne près de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, a indiqué la police.

"Des palestiniens ont ouvert le feu sur le véhicule où avaient pris place les trois policiers, blessant les trois agents", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld.

L'une des victimes est grièvement blessée, une autre assez sérieusement et la troisième légèrement.

Selon un porte-parole de l'armée israélienne, l'embuscade s'est produite près de la colonie juive de Beit Hagi et du camp de réfugiés palestiniens d'Al-Fawar, dans la région de Hébron.

Des barrages ont été établis sur les routes avoisinantes, selon des sources palestiniennes.

(AFP)

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.075
Palestiniens blessés	: 54.758
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.206 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6626

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

Mahmoud Abbas a réclamé la fin du blocus de la bande de Gaza par Israël, à George Mitchell.

L'intervention de la marine israélienne lundi contre un convoi d'aide destiné à la bande de Gaza a dominé les discussions mercredi à Ramallah entre le président palestinien Mahmoud Abbas et l'émissaire du président américain Barack Obama, George Mitchell.

Lors de cette rencontre, Mahmoud Abbas a réclamé la fin du blocus de la bande de Gaza par Israël.

L'intervention de la marine israélienne lundi contre un convoi d'aide destiné à la bande de Gaza a dominé les discussions mercredi à Ramallah entre le président palestinien Mahmoud Abbas et l'émissaire du président américain Barack Obama, George Mitchell.

Lors de cette rencontre de deux heures, Mahmoud Abbas a réclamé la fin du blocus de la bande de Gaza par Israël, a précisé le négociateur palestinien Saëb Erekat.

Les discussions entre les deux hommes devaient à l'origine être consacrées aux questions de sécurité et aux frontières d'un futur Etat palestinien mais Erekat n'a fait aucune référence à ces dossiers à l'issue de l'entretien.

Il a indiqué qu'Abbas avait exigé une enquête internationale sur l'opération menée lundi matin par la marine israélienne contre la flottille des militants pacifistes qui tentait de gagner la bande de Gaza. L'attaque a fait neuf morts parmi les militants qui se trouvaient à bord d'un navire turc pris d'assaut par les fusiliers-marins israéliens.

George Mitchell, comme à son habitude, n'a fait aucune déclaration à l'issue de son entretien avec le président de l'Autorité palestinienne, qui doit être reçu le 9 juin à Washington par Barack Obama.

Par l'entremise de l'émissaire américain, Israël et l'Autorité palestinienne ont entamé début mai des négociations indirectes, dites "pourparlers de proximité", pour tenter de relancer le processus de paix en panne depuis la fin 2008 et l'offensive de Tsahal contre la bande de Gaza.

(Reuters) -

1-3 Sur le terrain.

24/05

Le ministre de l'intérieur au gouvernement du Hamas Fathi Hammad a annoncé l'arrestation d'un haut officier égyptien qui s'était infiltré dans la bande de Gaza pour recueillir des informations sur les Gazzouis et les dirigeants de la résistance. Le Hamas, qui n'a pas révélé la date de l'arrestation de l'officier, l'a ensuite livré aux autorités de son pays.

Selon le site internet du journal pro-Hamas "Palestine", Hammad a appelé l'Égypte à former une commission conjointe pour coordonner entre les deux parties au lieu d'envoyer des officiers qui portent atteinte à la sécurité des Palestiniens.

Il a par ailleurs condamné la poursuite de détention et de torture égyptienne à l'encontre de Palestiniens, sans qu'ils n'aient commis aucun délit contre le Caire, exigeant de l'Égypte "leur libération immédiate sans aucune condition préalable".

"Le mauvais traitement égyptien des détenus palestiniens s'oppose aux instructions de l'Islam et à l'arabité. L'Égypte devait enquêter sur les infiltrations israéliennes sur son territoire et se tenir au côté du peuple palestinien, et non pas envoyer des officiers à Gaza pour recueillir des renseignements sur la résistance", a-t-il ajouté.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138806&language=fr>

b) Politique Israélienne

2-3 Sur le terrain.

Les habitants de Jérusalem Est craignent une démolition massive imminente

Plus d'une douzaine de policiers israéliens ont été aperçus en train de prendre des photos et des vidéos de maisons palestiniennes dans le quartier de Al bustan, à Jérusalem Est, faisant craindre que les officiels israéliens veuillent mettre en place un plan de démolition dans les prochaines semaines.

Les habitants ont observé des policiers qui filmaient depuis les routes qui mènent au quartier ainsi qu'un peu partout dans le secteur. Cela a provoqué quelques heurts localisés, avec des jeunes du quartier lançant des pierres en direction des officiels de l'armée.

Fakhri Abu Diab, le président du Comité de Défense d'Al Bustan, a déclaré que les habitants étaient terrifiés à l'idée que les prises de vues par les autorités locales signifient la décision de mettre en œuvre un plan de démolition sur le long terme visant environ 88 maisons en vue de transformer le quartier en un parc national.

Interrogé sur le but des photos et des vidéos, le porte-parole de la police israélienne a simplement déclaré que la police avait le droit de filmer à toute heure et en tout lieu lorsqu'elle l'estimait nécessaire pour des raisons de sécurité.

Les conférences de presse dans lesquelles le maire de Jérusalem Nir Barakat devait annoncer les démolitions ont été déjà reportées deux fois durant le printemps. Les habitants et un comité d'architecte ont en effet cherché à promouvoir un projet visant à revitaliser le voisinage en augmentant les espaces verts tout en évitant la moindre démolition et la moindre éviction.

Maan News

Traduction : Léo pour ISM

Source : [Maan News](#)

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

12 hommes du quartier en détention.

Les prises de vues ont fait suite, dimanche matin, à une grande campagne d'arrestations à Silwan dans laquelle 12 résidents ont été arrêtés par la police Israélienne.

Les hommes arrêtés ont été identifiés par les représentants locaux ainsi que par les familles comme :

Les frères Imad et Mohammad Khalil Al-A'bas

Mohammad Abed Auda

Khalil Abed Auda

Saleh Samir Sarhan

Ahmad Sarhan

Khaled Ar-Rajabi

Et les quatre membres de la famille Al-A'wer.

Un porte-parole de la police israélienne a déclaré qu'à sa connaissance il n'y avait eut aucune arrestation dans le quartier.

Les différentes familles vivant dans les maisons où les hommes ont été arrêtés ont déclaré que la police leur avait dit que leur mari et leurs fils étaient arrêtés pour leur participation à des protestations ayant eu lieu les semaines précédentes. Durant ces protestations, plusieurs heurts s'étaient produits entre les habitants palestiniens et les colons israéliens implantés dans le quartier.

Maan News

Traduction : Léo pour ISM

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

"Israël" va (encore plus) durcir les conditions de détention des Palestiniens.

Une commission ministérielle israélienne a approuvé dimanche un projet de loi destiné à durcir les conditions de détention des membres du mouvement palestinien Hamas, sous prétexte de répondre aux "conditions inadmissibles imposées" au soldat israélien détenu à Gaza.

La commission a également approuvé en principe un second projet de loi visant à priver de leur nationalité des "Arabes israéliens" accusés d'espionnage ou d'autres activités au profit d'une "La commission ministérielle des lois a approuvé un projet de loi visant à retirer les avantages dont bénéficient des membres du Hamas détenus par Israël", ont annoncé trois députés israéliens qui ont eu l'initiative de cette proposition de loi.

"L'objectif est de donner au gouvernement les moyens de faire pression sur les groupes palestiniens pour les amener à accepter un accord d'échange de prisonniers", ont-ils affirmé, accusant les mouvements palestiniens de garder le soldat israélien détenu "dans des conditions inadmissibles et inhumaines".

Dans un communiqué publié à Gaza, le Hamas a averti qu'il ne céderait pas à la "pression" de l'entité sioniste.

"Si l'ennemi est persuadé que ces mesures injustes feront pression sur les factions palestiniennes pour qu'elles changent leur position sur l'échange de prisonniers, il se trompe", affirme le ministre du Hamas pour les prisonniers, Mohammed al-Ghoul, dans ce texte.

"Ce genre de politique ne peut conduire qu'à la déception et l'échec", ajoute le communiqué.

Selon les propositions des trois parlementaires, les détenus palestiniens ne seraient désormais autorisés à être visités que par leurs avocats et non leur familles et une fois par trimestre par les représentants du CICR.

Des restrictions devraient en outre affecter leurs conditions de vie. Ils ne seraient ainsi plus habilités à poursuivre en prison des études universitaires, et ne pourraient pas non plus regarder la télévision c blée ou recevoir des journaux et des livres. Plus de 7.000 Palestiniens, dont 270 gés de moins de 18 ans, sont détenus par Israël, selon le Bureau central palestinien des statistiques.

24/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138822&language=fr>

Tsahal torture les enfants palestiniens.

Selon un rapport publié par le mouvement international de défense des droits des enfants, l'entité sioniste, plus précisément l'armée israélienne torture, agresse et insulte les enfants palestiniens capturés, avant et pendant les enquêtes.

Le rapport précise que 100 enfants interrogés, âgés entre 12 et 18 ans, faits prisonniers dans les geôles israéliens puis libérés en 2009, ont témoigné de la barbarie israélienne exercée contre eux et leurs camarades du même ge toujours détenus. «92% des enfants captifs sont restés enchaînés et les yeux bandés, durant de longues périodes, alors que 69% ont été torturés par les soldats israéliens, en les frappant, insultant et jetant par terre», a noté le rapport.

Le rapport a affirmé également que 65 % des enfants ont été enlevés durant la nuit, entre minuit et 4 heures du matin, ajoutant que 50% ont été violemment insultés.

«25% des enfants captifs ont été soumis à dans conditions inhumaines pour une longue durée, 14% ont été isolés, alors que 12% ont été menacés de pratiques sexuelles, et que 81% ont avoué aux accusations de l'armée occupante sous les menaces, enfin 32% ont signé des reconnaissances écrites en langue arabe», a ajouté ce rapport.

Le rapport du mouvement international qui défend les droits des enfants, a dévoilé que l'armée israélienne enlèvent au moins 700 enfants palestiniens par an, sachant que le mois passé plus 335 enfants ont été arrêtés, dont 32 mineurs gés de moins de 15 ans.

29/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139672&language=fr>

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Égypte

Moubarak ordonne l'ouverture du terminal de Rafah avec Gaza.

Le président égyptien Hosni Moubarak a ordonné mardi l'ouverture du terminal de Rafah avec la bande de Gaza, seul point de passage non contrôlé par Israël, pour l'acheminement de l'aide humanitaire et le passage des malades, a annoncé l'agence égyptienne Mena.

M. Moubarak "a donné des instructions pour ouvrir le terminal de Rafah afin de faire entrer les aides humanitaires et médicales nécessaires pour la bande de Gaza et accueillir les cas humanitaires, les blessés et les malades qui doivent passer par l'Égypte", a indiqué la Mena.

Cette décision a été appliquée en début d'après-midi, selon des sources au sein des services de sécurité.

Aucune durée de temps n'est précisée, alors que d'ordinaire les ouvertures de ce point de passage entre l'Égypte et la bande de Gaza sont limitées à quelques jours par mois.

Cette décision survient au lendemain de l'opération meurtrière menée par les forces israéliennes au large de Gaza contre une flottille internationale qui entendait forcer le blocus israélien de cette enclave palestinienne pour y acheminer de l'aide humanitaire.

(AFP /

01 juin 2010 1

L'Égypte interdit au convoi de «Liberté» de franchir le passage de Rafah...

Les autorités égyptiennes ont interdit à la délégation de «Liberté 2» qui regroupe 9 députés égyptiens de faire entrer des matières de construction à la Bande de Gaza à travers le passage de Rafah, après que le directeur de la sécurité, en personne, au nord de Sinaï s'est emparé de 4 véhicules d'aides humanitaires.

Le chef de la délégation égyptienne, le député Hazem Farouk a déclaré, le lundi 7/6, que les humanitaires ont été surpris des procédures de la sécurité égyptienne, à Sinaï, qui a interdit l'entrée de la cargaison, à Gaza, malgré qu'ils se trouvaient à une distance de 20km seulement du secteur assiégé.

Les organisateurs du convoi humanitaire ont condamné fortement ces procédures, la qualifiant de violation aux droits de l'homme, et à la décision du président Hosni Moubarak qui a ordonné l'ouverture du passage de Rafah.

CPI

09/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=141340&language=fr>

Iran

Le président a accusé les Etats-Unis de protéger l'Etat hébreu.

"Ils (les Etats-Unis) essaient de sauver le régime sioniste, mais le régime sioniste ne survivra pas. Il est condamné", a déclaré le président iranien, en visite sur le site de l'Expo universelle de Shanghai.

"Il est clair que les Etats-Unis ne sont pas opposés à l'arme nucléaire car dans la région le régime sioniste possède des armes nucléaires", a-t-il ajouté, alors que les Nations unies ont voté mercredi une nouvelle résolution à l'encontre de l'Iran pour son programme nucléaire controversé.

AFP /

11 juin 2010

<http://www.romandie.com/ats/news/100611082615.lxjxc1oc.asp>

Turquie

"Le Hamas n'est pas un groupe terroriste".

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a déclaré vendredi que le Hamas n'est pas un groupe terroriste, dans un discours retransmis en direct à la télévision.

"Le Hamas a des résistants qui luttent pour défendre leur terre. Ils ont remporté une élection", a déclaré M. Erdogan à Konya.

"Je l'ai dit aux responsables américains... Je ne considère pas le Hamas comme une organisation terroriste. Je pense la même chose aujourd'hui. Ils défendent leur terre".

04/06/10

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1735/Israel-Palestine/article/detail/1114422/2010/06/04/Le-Hamas-n-est-pas-un-groupe-terroriste.dhtml>

4 Politique Internationale

1 Organisations Mondiales & régionales

1 Onu

L'ONU face Terrorisme d'Etat israélien

Unanimité stérile au Conseil de Sécurité :

Le Conseil de Sécurité a débattu de l'attaque de la flottille humanitaire.

Il en est sorti non pas une résolution c'est-à-dire des actions concrètes contre le terrorisme d'Etat israélien mais une déclaration unanime qui demande à faire la lumière sur les faits !

Comme si la nuit avait neutralisé l'énorme appareil de surveillance militaire des eaux, des airs et des télécommunications des USA et de l'OTAN, comme si le comportement de l'Etat d'Israël s'était subitement modifié !

2 Ligue arabe

Israël déstabilise la situation.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a accusé Israël de violer les droits de l'homme et les normes du droit international, ainsi que de déstabiliser la situation au Proche-Orient, selon les médias locaux.

"Israël poursuit sa politique de cruauté et de violence et reste la cause principale du "trou noir" dans la région", a indiqué le leader de l'organisation panarabe.

<http://fr.rian.ru/world/20100610/186873278.html>

La Ligue arabe va briser le blocus sur Gaza "par tous les moyens".

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont décidé au terme d'une réunion extraordinaire mercredi soir au Caire de "briser" le blocus israélien imposé à la bande de Gaza "par tous les moyens", a annoncé le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa.

Au terme d'une réunion de plus de cinq heures, Moussa a affirmé au cours d'une conférence de presse que le Conseil ministériel de la Ligue arabe a décidé de "briser et de défier le blocus israélien par tous les moyens".

Les ministres "ont salué" la décision égyptienne, annoncée mardi, d'ouvrir le terminal de Rafah pour une durée indéterminée, a indiqué Moussa.

Cette réunion extraordinaire avait été convoquée pour définir une réponse "collective" après l'attaque meurtrière israélienne contre la flottille d'aide internationale aux Palestiniens, sur fond de fortes pressions de l'opinion publique.

Moussa a affirmé que les ministres ont chargé le groupe arabe à l'ONU de "demander en coordination avec la Turquie une réunion du Conseil de sécurité pour adopter une résolution contraignant Israël à lever immédiatement le blocus sur Gaza".

Dans leur résolution, les chefs de diplomatie arabes ont également décidé une série de démarches auprès des instances judiciaires internationales pour poursuivre les responsables israéliens qui assument la responsabilité de cette attaque, selon le secrétaire général de la Ligue.

Les ministres ont réaffirmé "leur engagement à respecter la résolution adoptée par le sommet arabe de Syrte en mars dernier stipulant +l'arrêt de toute sorte de normalisation avec Israël+" et ont à nouveau menacé de retirer l'initiative de paix arabe en cas d'échec des efforts de paix.

Selon des participants, de vifs débats ont eu lieu durant la réunion entre la Syrie d'une part, et l'Egypte, la Jordanie et l'Autorité palestinienne de l'autre.

Damas voulait une suspension des négociations de "proximité" entre Israël et les Palestiniens, ce qui a été rejeté par la majorité des pays arabes, selon des diplomates.

Moussa a toutefois souligné que les Arabes "n'ont pas le sentiment qu'Israël coopère ou a l'intention de coopérer avec les efforts de paix", dans une allusion aux négociations indirectes menées par l'intermédiaire des Etats-Unis.

"C'est pourquoi, a-t-il ajouté, nous nous préparons à aller au Conseil de sécurité pour lui soumettre le dossier du conflit israélo-arabe dans son ensemble".

03/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140326&language=fr>

3 Mouvement international de défense des droits des enfants

Tsahal torture les enfants palestiniens.

Selon un rapport publié par le mouvement international de défense des droits des enfants, l'entité sioniste, plus précisément l'armée israélienne torture, agresse et insulte les enfants palestiniens capturés, avant et pendant les enquêtes.

Le rapport précise que 100 enfants interrogés, âgés entre 12 et 18 ans, faits prisonniers dans les geôles israéliens puis libérés en 2009, ont témoigné de la barbarie israélienne exercée contre eux et leurs camarades du même âge toujours détenus.

«92% des enfants captifs sont restés enchaînés et les yeux bandés, durant de longues périodes, alors que 69% ont été torturés par les soldats israéliens, en les frappant, insultant et jetant par terre», a noté le rapport.

Le rapport a affirmé également que 65 % des enfants ont été enlevés durant la nuit, entre minuit et 4 heures du matin, ajoutant que 50% ont été violemment insultés.

«25% des enfants captifs ont été soumis à dans conditions inhumaines pour une longue durée, 14% ont été isolés, alors que 12% ont été menacés de pratiques sexuelles, et que 81% ont avoué aux accusations de l'armée occupante sous les menaces, enfin 32% ont signé des reconnaissances écrites en langue arabe», a ajouté ce rapport.

Le rapport du mouvement international qui défend les droits des enfants, a dévoilé que l'armée israélienne enlève au moins 700 enfants palestiniens par an, sachant que le mois passé plus 335 enfants ont été arrêtés, dont 32 mineurs âgés de moins de 15 ans.

29/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139672&language=fr>

4 Organisations de défense des droits de l'homme :

Expulsion de Palestiniens de Cisjordanie

Seize organisations de défense des droits de l'homme ont demandé hier à la Cour suprême, la plus haute juridiction d'Israël, de stopper les expulsions de Palestiniens de la Cisjordanie vers la bande de Ghaza.

« Des milliers de personnes vivent dans la peur constante d'être expulsées, terrifiées par le simple fait d'aller à l'épicerie, à l'école ou au travail », selon ces associations palestiniennes et israéliennes. « Leur seul crime est d'avoir une adresse qu'Israël refuse de corriger », ont-elles argué dans un communiqué. Les Palestiniens nés à Ghaza, qui se sont installés en Cisjordanie

au cours des dix dernières années, sont toujours considérés comme résidant à Ghaza par les autorités israéliennes, qui administrent le registre de la population palestinienne et ne l'ont pas actualisé depuis 2000.

« Ces dernières années, Israël a expulsé des gens sur la base de ces adresses », accusent les ONG. « La politique d'expulsion affecte sérieusement des milliers de personnes et leurs familles et viole le droit israélien et international. » « De telles expulsions sont définies comme un transfert forcé par le droit international, ce qui, à l'évidence, est un crime de guerre », estiment-elles. L'association Hamoked a précisé qu'elle attendait une réponse à une précédente requête adressée à la Cour suprême pour que le gouvernement révèle combien de Palestiniens ont été expulsés vers la bande de Ghaza.

<http://www.elwatan.com/16-organisations-des-droits-de-l>

5 AIEA- Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-alignés (MNA) Pour la première fois, l'AIEA examinera les capacités nucléaires israéliennes!

A la demande du groupe des Arabes au sein de l'AIEA, les capacités nucléaires d'« Israël » seront, pour la première fois depuis 20 ans, examinées par le conseil des gouverneurs de l'AIEA, qui débute ce lundi à Vienne. Les trente-cinq gouverneurs doivent discuter des programmes nucléaires au Moyen-Orient, ils se pencheront certes sur le cas iranien mais aussi sur les capacités nucléaires israéliennes et coréennes.

Selon des sources officielles de l'AIEA, cette décision émane de la volonté de l'Agence d'assumer sa responsabilité dans la réalisation de l'universalité du Traité de non-prolifération des armes nucléaires et non pas comme un moyen de pression contre « Israël », sachant que la conférence générale annuelle de l'AIEA a adopté une résolution par un vote à la majorité l'an dernier, demandant à « Israël » d'adhérer au Traité et de soumettre ses installations nucléaires à la supervision des inspecteurs de l'AIEA, comme le font tous les pays de la région.

Bref, le programme nucléaire israélien n'est plus un tabou : déjà il y a quelques jours l'accord de la Conférence de suivi du Traité de non-prolifération (TNP), a montré du doigt les activités nucléaires d'« Israël », en adoptant par consensus une déclaration finale prévoyant notamment la tenue en 2012 d'une conférence internationale pour un Moyen-Orient dénucléarisé.

La résolution singularise l'entité sioniste, affirmant qu'"il importe qu'Israël adhère au traité et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties globales de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)".

Cela dit, le Conseil des gouverneurs discutera également des questions relatives à l'élimination des armes nucléaires au Moyen-Orient et dans la péninsule coréenne, aussi de la coopération technique, de la sûreté nucléaire et de l'élimination des déchets radioactifs sans oublier la préparation de l'ordre du jour de la session 54 de la Conférence générale de l'AIEA en Septembre prochain.

Selon un diplomate du groupe des «non-alignés» qui comprend les pays arabes, les inquiétudes concernant les capacités nucléaires non-soumises à un contrôle international sont en fait renforcées par les politiques adoptées par « Israël » envers les Etats voisins, estimant que le massacre israélien de flottille humanitaire internationale de Gaza dans les eaux internationales la semaine dernière, démontre une fois de plus le manque de respect et d'engagement d'« Israël » envers les lois et les normes internationales.

07/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=141038&language=fr>

2 Europe

1 Allemagne

La Deutsche Bank se retire d'une firme israélienne travaillant pour le mur d'Apartheid

Dimanche, la plus grande banque allemande, la Deutsche Bank, a vendu toutes ses parts dans une société de surveillance israélienne impliquée dans la construction du mur entourant la Cisjordanie et serpentant dans les territoires occupés.

Le Mur d'Apartheid a été déclaré illégal par la Cour internationale de Justice à la Haye

La banque s'est complètement désinvestie de « Elbit Systems », moins d'une semaine après l'invitation de la société pour une conférence d'investissement, selon des médias israéliens.

La radio de l'armée israélienne a dit que la pression d'un groupe pro-palestinien était derrière la décision de la Deutsche Bank, qui a été faite pendant l'assemblée annuelle des actionnaires présidée par le PDG Josef Ackermann, qui aurait dit que la banque n'a plus aucun lien avec la société israélienne.

Selon l'Agence Télégraphique juive, deux groupes critiquant la participation d'Elbit dans la construction du mur, les « Médecins Internationaux pour la Prévention de Guerre Nucléaire » et « Pax Christi », ont publié une déclaration commune vendredi appelant la campagne de désinvestissement de la Deutsche Bank « un succès majeur ».

La Cour internationale de Justice à la Haye a publié un avis consultatif comme quoi l'argument d'autodéfense d'Israël pour la construction du mur était inapplicable, du moment qu'il n'y a aucun état, autre qu'Israël, qui soit impliqué.

Selon l'avis consultatif, les parties du mur construites sur les territoires occupés en 1967 étaient une infraction à la Convention de Genève et les normes conventionnelles et légales internationales, s'appliquant à tous les états faisant partie du traité ou pas et devraient être déviées.

30 mai 2010

Ma'an news

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

Traduction de l'anglais : Cha'am

2 Belgique

Jean-Luc Dehaene fait l'autruche...

Des actionnaires et des activistes protestent contre les liens entre Dexia et les colonies illégales israéliennes

Ce mercredi 12 mai 2010 quelques 150 participants ont protesté devant le siège social, contre les crédits que la banque Franco-Belge Dexia accorde aux colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés. (toutes ces colonies sont illégales). Parallèlement à l'assemblée une vingtaine d'actionnaires ont cuisiné le président Jean-Luc Dehaene sur la politique de Dexia en Israël.

La plate-forme "Palestine occupée - Dexia impliquée" a de nouveau profité cette année de l'AG de Dexia pour protester contre le soutien aux colonies illégales en Palestine occupée.

En 2009 l'action est restée limitée à quelques participants à l'AG et une manifestation statique devant les bureaux principaux place Rogier. Cette année l'action a été plus étendue.

A partir de 10h les locaux d'intal bourdonnaient d'activités. Des activistes, des clowns, et même des actionnaires couraient de ci de là pour préparer l'action de l'après midi. Tout d'abord les clowns entraient en action. Ils se postaient devant l'entrée du Passage 44 pour accueillir les actionnaires et remerciaient Jean-Luc Dehaene pour les investissements lucratifs en Palestine occupée. Les photographes présents se délectaient. (Lisez également l'article sur l'action des syndicats contre les bonus exagérés octroyés à la direction tandis qu'une diminution de 1.526 postes de travail est prévue).

A 14h30 le calme revenait dehors et les actionnaires se mettaient en action. Durant vingt minutes les questions réponses forcaient Jean-Luc Dehaene dans ses derniers retranchements, (voir questions-réponses jusque minutes 20:40). La preuve du financement de Gush Etzion, un ensemble des colonies près de Bethlehem, a énervé le Président Dehaene. D'après 'De Tijd' il a enjoint, dans les coulisses, l'administrateur délégué Pierre Mariani, de faire immédiatement toute la lumière sur cette affaire. Nous sommes curieux de savoir si Dexia jouera franc jeu ou s'il va tergiverser comme ils ont fait avec les crédits à Jérusalem. Pendant que l'AG suivait son cours, au coeur de Bruxelles se déroulait une manifestation joyeuse et haute en couleur. Les 150 personnes rassemblées sur la Place de l'Albertine se sont rendues au Passage 44 où les actionnaires activistes les ont rejoint. Prenaient la parole: Esti Micenmacher (Who Profits), Koen Vanbrabant (CG de l'FGTB), Barend Claesens (CSC-Brussel-Halle-Vilvoorde), Philippe Pourbaix (Artistes contre le Mur), Inez Lowagie (Vredesactie) et Mario Franssen (intal, porte-parole de la campagne 'Palestine occupée - Dexia impliquée').

Vidéo: [lift5000 - Annie](#)

<http://www.intal.be/fr/fotoreports/des-actionnaires-et-des-activistes-protestent-contre-les-liens-entre-dexia-et-les-coloni>

La Belgique, complice de crimes de guerre ?

Collectif (Bouajaja, Bricmont, Chichah, ...)

A la suite de l'attaque meurtrière israélienne sur la flottille humanitaire Free Gaza, une "carte blanche" (texte ci-dessous) a été rédigée par des professeurs d'Universités et divers acteurs de la société civile. La publication de ce texte a été refusée par les deux quotidiens belges francophones de référence, Le Soir et La Libre Belgique ainsi que par le quotidien français Le Monde. L'argument avancé par les trois journaux est identique : « Manque de place ! ». Il est à noter qu'entre l'envoi de notre texte à La Libre Belgique et la réception de leur réponse négative : il s'est exactement écoulé 18 minutes ... Les auteurs sont aussi consternés par ce triple refus que par la gravité des faits qui ont suscité le texte. Contournant ce rejet d'ouvrir un débat à la hauteur de l'indignation planétaire qu'à provoqué le dernier crime de l'État d'Israël, nous avons entrepris de faire circuler ce texte en dehors des médias traditionnels. Nous vous invitons à le diffuser largement. Sa circulation massive démontrera la futilité des efforts de ceux qui pensent qu'il est encore possible aujourd'hui d'étouffer un débat légitime et nécessaire.

Olivier Mukuna

La Belgique, complice de crimes de guerre ?

En 2009, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies adopte une résolution condamnant l'absence de collaboration d'Israël à l'enquête de la commission conduite par le juge Goldstone. Son rapport concluait que des « actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité » avaient été commis par l'armée israélienne et des militants palestiniens lors de l'offensive militaire israélienne contre Gaza fin décembre 2008. Que fait la Belgique lors du vote de ladite résolution? Elle s'abstient !

1,5 millions de Gazaouis survivent dans une bande de terre équivalente à 1% de la superficie du territoire belge, en situation de catastrophe humanitaire depuis l'embargo illégal imposé par Israël en juin 2007. Un convoi civil maritime tente de forcer ce blocus en apportant une aide humanitaire aux assiégés. Il est assailli dans les eaux internationales par les militaires israéliens qui tuent, blessent ou enlèvent un nombre encore indéterminé de civils dont 5 Belges. Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU vote une résolution relative à la mise en place d'une "mission d'enquête internationale". Que fait la Belgique? Elle s'abstient !

Le blocus de Gaza est justifié par la prise du pouvoir par le Hamas en juin 2007. Mais pourquoi celui-ci ne pourrait-il pas exercer le pouvoir, alors qu'il a gagné les élections en janvier 2006 dans l'ensemble du territoire plus ou moins administré par les Palestiniens? En quoi le Hamas serait-il moins légitime que le parti d'extrême-droite du ministre israélien des Affaires étrangères ?

Le Hamas est accusé de vouloir détruire Israël, ce qui est supposé justifier toutes les sanctions contre les habitants de Gaza. Mais la revendication fondamentale du Hamas, comme de tout le mouvement national palestinien depuis la création d'Israël en 1948, c'est le droit au retour pour les réfugiés expulsés ou ayant fui à l'époque. Au nom de quoi refuse-t-on à des réfugiés de rentrer chez eux après un conflit? De plus, ce droit est sanctionné à la fois par l'article 13 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme et par la résolution 194 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Mieux, comment peut-on considérer qu'un

« peuple » a le droit de « revenir » sur une terre habitée par ses supposés ancêtres il y a 2000 ans, mais que les habitants de cette terre en 1948 ou leurs enfants n'ont pas ce droit ?

En pratique, le mouvement national palestinien, y compris le Hamas, accepte de renoncer à ce droit et se borne à demander l'établissement d'un Etat palestinien sur les seuls 22% de la Palestine historique conquis par Israël en 1967. Plus globalement, un plan de paix adopté par le Sommet arabe en 2002 propose la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes en échange de son retrait des territoires conquis en 1967. Ceux-là même que la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU exige qu'Israël évacue.

Depuis le « processus de paix » d'Oslo, qui remonte à 1993, cette solution -deux Etats pour deux peuples - est bloquée. Mais par qui ? Comment peut-on penser que c'est le faible, celui qui n'a pas d'Etat, qui empêche le fort de lui en octroyer un ? Quand la résistance palestinienne est non violente, on étend la colonisation. Quand elle devient violente, Israël en prend prétexte pour justifier l'arrêt des négociations.

Guerre du Liban, blocus et assauts contre Gaza, assassinats ciblés de leaders politiques palestiniens, extension constante des colonies, et aujourd'hui, attaque en haute mer de civils ressortissants de plus de 40 pays différents. A chaque fois, Israël oppose la même justification : sa raison d'Etat prime sur le droit et les institutions internationales. Un tel mépris de la Communauté internationale n'est possible que par la complaisance conciliante des gouvernements des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Sans doute les pacifistes du Free Gaza Flotilla n'avaient-ils plus grande confiance dans les organisations internationales pour exprimer leur refus du blocus de Gaza. Ils ont cherché, certains de leur vie, la lâcheté de leurs représentants politiques, souvent si prompts à condamner verbalement Israël pour mieux occulter leur obstruction à toute action coercitive sanctionnant l'état hébreu. La récente adhésion d'Israël à l'OCDE à l'unanimité de ses membres, dont la Belgique, n'est pas faite pour les contredire.

Faut-il rappeler qu'en 2007 la Belgique fut le cinquième exportateur d'armes européen vers Israël ?

Faut-il rappeler que les aéroports belges demeurent des points de passage obligés pour les importations israéliennes ? Que l'Union Européenne est le premier partenaire commercial d'Israël ?

Faut-il rappeler que le droit international reconnaît la légitimité de la résistance armée en cas d'occupation ? Que face à la répression coloniale, les peuples recourent bien souvent à la violence, y compris parfois sous des formes terroristes ?

Faut-il rappeler que l'immense majorité du monde non occidental, ainsi qu'une partie croissante de notre opinion publique, s'indignent de la duplicité de nos représentants politiques et considèrent que celle-ci discrédite nos principes et valeurs démocratiques ?

Il convient donc de prendre acte de la complicité passive de nos Autorités et de balayer devant notre porte : comment pouvons-nous en tant que citoyens de Belgique nous désolidariser de l'ethnocide en cours des Palestiniens ?

Notre intérêt bien compris doit nous mener à répondre positivement à l'appel de la société civile palestinienne demandant le boycott d'Israël tant qu'il violera le droit international.

Jeudi, 10 Juin 2010

Jamila Bouajaja (Economiste ULB)

Jean Bricmont (Professeur UCL)

Souhail Chichah (Economiste ULB)

Jean-Marie Dermagne (Avocat et ancien B tonnier)

Jamal Essamri (Sociologue)

Oscar Flores (CRER - Coordination de solidarité avec les réfugiés)

Bahar Kimyongür (Membre du Front populaire - Turquie)

Olivier Mukuna (Journaliste)

Monique Mbeka Phoba (Réalisatrice)

Anne Morelli (Professeure ULB)

Nouria Ouali (Sociologue ULB)

Pierre Piccinin (Professeur Sciences-Po Ecole Européenne)

Aurore Van Opstal & Abdellah Boudami (Co-auteurs de « Israël, parlons-en »)

http://michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2796:la-belgique-complice-de-crimes-de-guerre-&catid=6:articles&Itemid=11

3 France

La France veut un rôle européen pour lever le blocus imposé contre Gaza.

La France a proposé un rôle efficace pour l'union européenne afin de lever le blocus arbitraire de l'occupation israélienne, imposé depuis plus de 4 ans consécutifs, en ouvrant le passage de Rafah et perquisitionnant les convois maritimes internationaux humanitaires de solidarité avec les palestiniens.

Le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec son homologue britannique «William Hague», à Paris, qu'il y a une possibilité que l'union européenne reprenne, de nouveau, le contrôle sur le passage de Rafah.

«La situation à Gaza est catastrophique et insupportable pour les habitants assiégés depuis longtemps», a souligné le haut diplomate français.

L'Union Européenne a évidemment besoin de beaucoup d'efforts pour convaincre «Israël» que le blocus imposé contre Gaza est inutile et qu'il n'est plus de l'intérêt de la région du Moyen-Orient.

Les deux dirigeants européens ont insisté sur la nécessité d'entamer une enquête internationale sur le crime très flagrant des forces israéliennes contre la Flottille internationale de la liberté dans les eaux internationales de la méditerranée, le lundi passé 31/5

CPI

07/06

[.http://alqods-palestine.blogspot.com/2010/06/la-france-veut-un-role-europeen-pour.html](http://alqods-palestine.blogspot.com/2010/06/la-france-veut-un-role-europeen-pour.html)

3 Grande-Bretagne

George Galloway lance un nouveau défi de grande envergure pour briser le siège de Gaza.

Tandis qu'un bateau libanais annonce un départ fin juillet et qu'un "bateau juif" se dit prêt à prendre la mer ces jours-ci, George Galloway annonce un défi spectaculaire par mer et sur terre, pour se rendre à Gaza en septembre prochain. S'exprimant à l'occasion d'une manifestation réunissant plus de 20 000 personnes devant l'ambassade d'Israël à Londres samedi, l'ancien député de Respect, qui a déjà conduit plusieurs convois humanitaires à Gaza, a annoncé de nouvelles expéditions maritimes et terrestres pour briser le siège de Gaza, à la rentrée.

"Après des discussions à Istanbul", je suis en mesure d'annoncer qu'un convoi terrestre quittera la Grande-Bretagne, peu de temps après la fin du Ramadan, qu'il traversera l'Europe, en passant par la Turquie, la Syrie et le Liban, en s'allongeant à chaque étape. Nous demanderons au gouvernement Egyptien de nous laisser passer par le port d' Aqaba pour nous rendre à Gaza par le terminal de Rafah", a indiqué George Galloway.

"Dans le même temps, une flottille de bateaux fera le tour de la méditerranée pour regrouper une soixantaine d'embarcations qui se dirigeront ensemble vers Gaza.

"Ces deux initiatives seront coordonnées par Viva Palestine et d'autres associations amies en Grande-Bretagne, en Turquie et d'autres pays d'Europe et du Moyen-Orient." a ajouté Galloway.

Contact : Alice Howard à Viva Palestina on 07889 726777 or Rob Hoveman on 07507 600561

CAPJPO-EuroPalestine

Publié le 7-06-2010

La Grande-Bretagne va accorder 19 millions de livres à la bande de Gaza.

La Grande-Bretagne a annoncé qu'elle accordera un don de 19 millions de livres (27 millions de dollars, 23 millions d'euros) aux réfugiés de la bande de Gaza et a réitéré ses appels pour qu'Israël lève le blocus.

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/la-grande-bretagne-va-accorder-19-millions-de-livres-a-la-bande-5870505.html>ICI

3 Monde

l'Australie expulse un diplomate

Le gouvernement australien a annoncé sa décision pour expulser un diplomate qui travaille à l'ambassade d'Israel, dans la capitale australienne, Canberra, à cause de l'utilisation des passeports australiens falsifiés dans l'assassinat du leader du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, à Dubaï, avant plusieurs mois.

Le ministère australien des affaires étrangères a déclaré, le lundi 24/5, que ces mesures doivent être exécutées durant une seule semaine, en soulignant que les enquêtes ont montré qu'Israël est responsable des passeports australiens falsifiés qui ont été utilisés dans l'assassinat d'al-Mabhouh.

Le ministre australien des affaires étrangères, Stephen Smith, a dit au parlement que le gouvernement a demandé l'expulsion d'un membre de l'ambassade à Canberra sans de dévoiler son identité.

Il a ajouté que les enquêtes ont affirmé que les quatre passeports australiens utilisés dans l'assassinat d'al-Mabhouh sont falsifiés.

CPI

24/05

<http://alqods-palestine.blogspot.com/2010/05/laustralie-expulse-un-diplomate.html>

6 Turquie

5 Médias/Vidéos

5-1 Les 60 journalistes à bord de la flottille attaquée parlent.

Dans le sillage du raid israélien contre la flottille qui transportait de l'aide humanitaire à Gaza le 31 mai, les journalistes retenus en garde à vue qui ont été remis en liberté donnent des relations de première main des mauvais traitements, des interrogatoires et de la confiscation d'équipement par les Forces de défense israéliennes (FDI), selon ce que rapportent le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et Reporters sans frontières (RSF). Un journaliste a été tué dans cette attaque mortelle. Par ailleurs, les autorités israéliennes ont monté et

distribué des portions de séquences vidéo prises à des journalistes étrangers.

Au moins 60 journalistes de partout dans le monde se trouvaient à bord.

Tous les journalistes qui ont été détenus ont été expulsés d'Israël, et nombre d'entre eux parlent de ce qu'ils ont enduré. Les récits de mauvais traitements lors du raid révèlent que les journalistes ont été empêchés, de la manière la plus brutale, de faire leur travail.

La journaliste Muna Shester, qui travaille pour l'Agence de nouvelles du Koweït (Kuwait News Agency, KUNA), a rapporté à RSF qu'un photographe qui a protesté et qui avait critiqué les soldats a été passé à tabac. « Je l'entendais crier », a dit Shester. « Les cameramans, photographes de presse et reporters ont été maltraités parce qu'ils filmaient ou prenaient des photos du raid ». Les journalistes ont été fouillés, menottés et laissés en plein soleil pendant cinq heures, a-t-elle dit.

Le photographe d'Al-Jazeera Issam Za'atar a précisé qu'il était en train de filmer le raid lorsqu'un soldat israélien l'a frappé de sa matraque paralysante. Za'atar s'est fait casser un bras et son appareil-photo a été endommagé. Une fois en détention, a-t-il dit au CPJ, il a subi un « interrogatoire long et épuisant ».

La pire violence, cependant, a été infligée au journaliste turc Cevdet Kiliçlar, qui a été tué d'une balle à la tête, et au cameraman indonésien Sura Fachrizaz, blessé gravement d'une balle à la poitrine, d'après la FIJ et RSF.

Paul McGeough, correspondant du « Sydney Morning Herald », a déclaré que les reporters ont été traités avec un « irrespect absolu ».

« Notre travail nous demande d'aller chercher les histoires et de révéler ce qui autrement ne le serait pas », a déclaré McGeough dans une entrevue téléphonique affichée sur le site web du journal. « Comme le démontre le traitement épouvantable de la flottille par Israël, il faut des journalistes sur place pour porter témoignage, pour révéler ce qui se passe là-bas. »

Les soldats israéliens ont confisqué les appareils-photos, caméras, bandes magnétiques, téléphones satellitaires et téléphones mobiles, dit Othman Battiri, producteur principal à Al-Jazeera.

Les FDI ont rendu publiques sur leur chaîne de YouTube des sections révisées des séquences vidéo le 2 juin. « Israël a confisqué le matériel journalistique, puis l'a manipulé pour servir ses intérêts », dit le CPJ. L'Association de la presse étrangère en Israël qualifie cette opération de « grave violation de l'éthique journalistique ». La FIJ et son affiliée, la Fédération nationale des journalistes d'Israël (National Federation of Israel Journalists, NFIJ), ainsi que d'autres membres de l'IFEX prient instamment les autorités de rendre l'équipement confisqué.

9 juin 2010

<http://www.palestine-solidarite.org/communiqu>.

IFEX.090610.htm

5-2 Israël, état voyou, ne veut pas de paix : diatribe de l'Ambassadeur de France Stéphane Hessel (vidéo)

http://www.dailymotion.com/video/xdk6bj_1-etat-voyou-ne-veut-pas-de-paix-c_news

5-3 Les 10 grands "Média-mensonges" d'Israël, interview de Michel Collon, d'après son nouveau livre : "Israël, parlons en" (vidéo) :

http://www.dailymotion.com/video/xdkign_israel-parlons-en-par-michel-collo_webcam

5-4 Vidéo : « Assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille humanitaire »

une vidéo Actu et Politique

http://www.dailymotion.com/video/xdn3sz_news

5-5 Gaza : Témoignage du docteur Christophe Oberlin (chirurgien) -

TV 5 Monde

http://www.dailymotion.com/video/xdnvzd_gaza-temoinage-de-christophe-oberli_news

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Sélection de Brèves

Trafic d'organes humains –

Un « vaste réseau de trafiquants d'organes humains » a été démantelé en Israël qui, jusque-là, traitait d'antisémites les journalistes d'*Aftonbladet* qui avaient enquêté sur le sujet. Selon le quotidien israélien *Haaretz*, un général et deux avocats ont été arrêtés.

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4933>

Un autre Dubaï ? –

Deux « jets d'affaires » de l'armée de l'air israélienne ont survolé Budapest à basse altitude, peu de temps après l'assassinat de Bassam Traché, un Syrien, dans les rues de la capitale hongroise. Le site israélien *Yeshiva World News* se demande s'il ne s'agit pas d'« Un autre Dubaï ? ».

Selon Domokos Szollar, porte-parole du gouvernement hongrois, l'armée de l'air israélienne menait « une opération d'entraînement à l'aéroport de Ferihegy, mais ce n'était pas une mission d'espionnage ou de reconnaissance, simplement une manœuvre de pilotage de routine ». Sans convaincre, une source proche du Mossad, a déclaré : « Tirer en plein milieu d'une artère publique en Europe, ce n'est pas vraiment notre style ».

Mossad/ Algérie –

Selon le quotidien algérien *Ennahar* (30/3/10), un espion israélien a été arrêté au Sahara, à Hassi Messaoud, détenteur d'un faux passeport espagnol. Nommé « Alberto », gé de 35 ans, il se prétendait musulman, faisant sa prière à la mosquée Bilal Ibn Rabah. Il s'intéressait aux milieux des travailleurs du pétrole et fréquentait les cafés populaires. De hauts responsables de l'administration américaine, notamment du FBI, auraient contacté les autorités algériennes pour trouver une issue et seraient intervenus en sa faveur.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8441

« Espionnage aggravé » -

Anat Kamm, soldate israélienne, est en résidence surveillée, depuis 6 mois, pour avoir remis 2000 documents classés « top secret » à *Haaretz*, notamment des directives préconisant des assassinats ciblés de militants du *Djihad islamique* palestinien. Elle est accusée d'« espionnage aggravé » et risque la prison à perpétuité.

Ingérence –

L'extrémiste Avigdor Lieberman, ministre israélien des Affaires étrangères, a accusé Recep Erdogan, Premier ministre turc, de nuire aux « excellentes » relations israélo-turques, de se transformer « lentement en Kadhafi ou Chavez ». Plutôt que de « prêcher » contre Israël, il lui conseille de s'occuper du « problème kurde ». Le ministre turc des Affaires étrangères a qualifié ces propos d'« inappropriés » et d'« impertinents ».

Pétition contre l'entrée d'Israël à l'OCDE –

« Seules des démocraties pluralistes sont censées être admises comme membres de l'OCDE. Israël est une ethnocratie, avec une trentaine de lois accordant des privilèges exclusifs aux Juifs, alors que les Non-Juifs représentent 20% des citoyens israéliens. Ainsi, en admettant Israël, l'OCDE violerait ses propres principes fondateurs » (Extrait du communiqué du Comité national palestinien BDS). http://salsa.wiredforchange.com/o/6207/t/6210/petition.jsp?petition_KEY=769

Boycott -

Lors de sa réunion annuelle, fin avril, le congrès syndical écossais (*STUC*) a réaffirmé son adhésion à la campagne de *Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)*. Jim Malone, initiateur de la principale motion BDS, a appelé le *STUC* à enquêter sur « les liens de longue date entre le Fonds National Juif et l'*Histadrout*, et à déterminer si leur politique et si leur pratique sont compatibles avec les standards des syndicats internationaux d'égalité et de solidarité ».

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4978>

6-2 Israël menace de guerre si le premier ministre turc tente d'apporter de l'aide à Gaza.

Voyez comment ils représentent Erdogan. Les Israéliens sont complètement chlorophormés. Ils écoutent la radio-militaire ou les médias qui font leur une d'après la même radio militaire. Ceci est clairement expliqué dans une vidéo que nous poserons plus tard, réalisée par des israéliens manifestant le jour de l'attaque de la flottille. Les militaires et les services secrets utilisent les mêmes méthodes que Goebbels et ses sbires en ce qui concerne la propagande... et ça marche !

Israël menace de guerre si le premier ministre turc tente d'apporter de l'aide à Gaza

Le commandant de l'armée israélienne et aujourd'hui haut membre du Likoud, Uzi Dayan, a prévenu à la radio militaire israélienne qu'Israël considérerait toute tentative de l'armée turque de protéger les prochains navires d'aide contre les attaques comme un « acte de guerre. »

Dayan a ensuite ajouté que, si le premier ministre turc Erdogan tentait d'accompagner personnellement les navires d'aide, comme il l'aurait envisagé, « nous n'essayerions pas de prendre le contrôle de son navire, mais nous le coulerions. » Il a ajouté que la présence de M. Erdogan sur un prochain navire d'aide serait aussi un casus belli de guerre d'Israël contre la Turquie.

La Turquie a exprimé son indignation sur l'attentat israélien de la semaine dernière contre un navire d'aide turque à destination de Gaza, un attentat dans lequel des troupes israéliennes ont abattu au moins neuf humanitaires civils.

Israël a soutenu que le navire d'aide était secrètement de connivence avec Al-Qaïda et a depuis lors tenté de présenter la Turquie en traître pour seulement avoir permis à un navire d'essayer d'apporter une aide humanitaire à Gaza assiégé.

La tuerie israélienne n'a fait qu'augmenter le nombre de projets de groupes visant à fournir une aide, et des responsables israéliens ont aussi promis de faire cesser militairement toutes ces tentatives.

Toutefois, la menace explicite de guerre contre la Turquie est quelque chose de nouveau. Bien qu'Israël entame des guerres avec une désinvolture rarement vue dans les autres pays, une attaque contre la Turquie, un membre clé de l'OTAN doté d'une armée considérable, serait quelque chose d'assez différent d'une attaque d'un mois contre la bande de Gaza ou de faire exploser le métro de Beyrouth avec des frappes aériennes.

14-09

AntiWar.com, Jason Ditz, 9 juin 2010

Original : news.antiwar.com/2010/06/09/israel-threatens-war-if-turkish-pm-tries-to-deliver-gaza-aid/

Traduction copyleft de Pétrus Lombard

Sources SIGNES DES TEMPS

Posté par Adriana Evangelizt

6-3 La marine israélienne tue quatre militants palestiniens au large de la Bande.

La bande de Gaza a de nouveau été le théâtre de violences avec la mort de quatre membres présumés des Brigades des martyrs d'al-Aqsa, un groupe armé lié au Fateh du président palestinien Mahmoud Abbas, tués par la marine israélienne à une centaine de mètres du rivage.

Selon des témoins palestiniens, le bateau à bord duquel se trouvaient les activistes a été attaqué par des vedettes et des hélicoptères israéliens au large du camp de réfugiés de Nousseïrat, au sud de la ville de Gaza.

Deux heures plus tard, quatre corps revêtus de combinaison de plongée ont été repêchés et transportés dans une morgue de Gaza, ont indiqué des sources médicales et des témoins palestiniens. Les tués étaient âgés de 34, 25, 21 et 20 ans, a-t-on indiqué de source hospitalière. Les recherches se poursuivaient pour retrouver deux autres passagers portés disparus, selon des sources palestiniennes.

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de l'armée israélienne a confirmé qu'une patrouille de marine avait repéré une embarcation avec à son bord « un groupe de terroristes qui portaient des combinaisons de plongée en route pour commettre une attaque terroriste », sans précision sur l'objectif. « Les soldats ont ouvert le feu et touché plusieurs d'entre eux », a ajouté le porte-parole sans autres détails.

Un chef des Brigades des martyrs d'al-Aqsa, un groupe armé lié au Fateh du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a affirmé à l'AFP avoir survécu aux tirs israéliens. « Nous étions un groupe des Brigades des martyrs d'al-Aqsa en cours d'entraînement habituel sur la côte de Gaza.

À l'aube, nous avons été surpris par des dizaines de navires militaires israéliens qui ont ouvert le feu sur nous et nous ont bombardés », a-t-il indiqué. « Quatre d'entre nous ont été tués, deux ont échappé à cette tentative d'assassinat et un est toujours manquant », a ajouté Abou al-Walid, précisant que l'entraînement se déroulait à partir d'une barque dépourvue d'armement.

En début de matinée, l'armée de l'air israélienne avait lancé un raid dans le nord de la bande de Gaza contre un groupe armé qui tentait de tirer des roquettes contre Israël. Un Palestinien armé a été légèrement blessé lors de la frappe israélienne, selon des sources médicales et sécuritaires palestiniennes. Le raid s'est produit à l'est du camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza. L'armée a affirmé dans un communiqué que l'attaque « visait un groupe de terroristes qui s'apprêtait à tirer des roquettes sur Israël » (...), ajoutant que plus de dix roquettes et obus de mortier avaient été tirés sur le sud d'Israël au cours des trois semaines écoulées.

08/06/2010

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/660185/La_marine_israelienne_abat_quatre_militants_palestiniens_au_large_de_la_Bande.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19